

*Questions orales**[Traduction]*

Mais il vaut mieux voir la vie en rose que toujours broyer du noir comme vous le faites.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, il vaut mieux voir la dure réalité en face pour pouvoir trouver des solutions que toujours la peindre en rose.

• (1430)

Cette semaine, le gouvernement a tenté de détourner l'attention des Canadiens avec les prétendus documents sur la prospérité. Or, les chiffres parus aujourd'hui montrent que la récession frappe toujours la population jour après jour.

Quand le gouvernement cessera-t-il de nous jouer des tours et commencera-t-il à nous donner quelque chose? Quand commencera-t-il à prendre au sérieux le tort qu'il cause à la population avec sa politique économique?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je présume que je devrais répondre au député qu'il n'a pas l'ombre d'une chance.

De toute évidence, il se réjouit du fait qu'il y a eu une légère baisse de la production en août. J'ai indiqué dans des réponses précédentes que, en septembre, les ventes d'automobiles ont augmenté de 9 ou 10 p. 100 et celles de camions, d'environ 17 p. 100. Les mises en chantier dans la construction domiciliaire ont augmenté de 19 p. 100 au cours du troisième trimestre par rapport au deuxième, la balance commerciale a augmenté de 5,4 milliards de dollars et l'excédent commercial se chiffre à 17 milliards. Le député parle de l'Accord de libre-échange. Sur le chapitre des investissements, en 1988, il y a eu une sortie de capitaux de 2,5 milliards et en 1990, une entrée de 4,5 milliards et ce, grâce à l'Accord de libre-échange.

Je crois savoir que, dans la propre arrière-cour du député, la société Chrysler met actuellement sur pied une troisième équipe de travail pour la construction de mini-fourgonnettes. Si Chrysler est optimiste et envisage un avenir prospère, pourquoi cet optimisme ne déteint-il pas un peu sur le député?

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. L'exercice de consultation proposé par le gouvernement mardi dernier ne fait que répéter ce qui a déjà été fait par le Conseil du Patronat du Québec lors de Rendez-vous économique 91.

Comment le ministre peut-il justifier des dépenses de 20 millions de dollars pour demander au public de lui fournir des solutions aux problèmes économiques pour lesquels il est responsable.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis un peu étonné qu'il échappe au député l'importance d'associer le milieu des affaires, le milieu économique et le milieu syndical à l'esquisse d'un plan d'action qui va nous permettre de rencontrer les défis auxquels tout le Canada doit faire face dans cette globalisation de l'économie.

Maintenant, le député peut être consterné du fait que le gouvernement croit bon d'associer tous les secteurs à l'exercice, mais nous demeurons convaincus que c'est dans l'intérêt du Canada.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, je ne pense pas que le ministre ait compris ma question. Rendez-vous économique 91 a généré 48 projets prometteurs de création d'emploi. Cinquante leaders au Québec ont réussi à faire en trois jours ce que le ministre entend faire dans une année, au coût de 20 millions.

Au lieu de dépenser des millions pour consulter le public, pourquoi le ministre ne se sert-il pas des recommandations de Rendez-vous économique 91 en commençant par réviser sa politique monétaire? C'était une des recommandations.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, c'est drôle que le député ne nous parle pas de la baisse des taux d'intérêt. J'étais à Montréal hier, puis je parlais avec des gens de Montréal, et ils étaient très intéressés à ce que la politique monétaire fonctionne, parce que les taux d'intérêt sont rendus à un niveau qui va propulser la croissance économique du Canada et du Québec. Au lieu de toujours faire le prophète de malheur, vous devriez vous lever et reconnaître que la politique fiscale et monétaire du pays est à notre avantage et qu'elle va assurer une croissance durable de l'économie, partout au pays.

* * *

*[Traduction]***L'ÉDUCATION**

Mme Catherine Callbeck (Malpèque): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Dans ce document que le gouvernement a publié cette semaine, on parle d'imposer des normes d'envergure internationale à notre système d'éducation. Par la même occasion, le gouvernement fédéral impose une taxe de 3